

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL  
SEANCE DU MARDI 11 AVRIL 2023**

L'An Deux Mille Vingt-Trois, le Mardi Onze du mois d'Avril à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Commune de GOSIER, dûment convoqué, s'est réuni à la Mairie, à la salle du Conseil municipal en séance publique, sous la présidence du Maire, Monsieur Cédric CORNET, pour délibérer sur les questions inscrites à l'ordre du jour de la présente assemblée communale.

**ETAIENT PRÉSENTS** : M. Cédric CORNET – Mme Liliane MONTOUT – M. Guy BACLET – Mme Mégane BOURGUIGNON – M. Louis ANDRE – Mme Nanouchka LOUIS – M. Sébastien THOMAS – Mmes Rebecca BELLEVAL – Elodie CLARAC – M. Emmerly BEAUPERTHUY – Mme France-Enna URBINO – M. Michel HOTIN – Mmes Marie-Renée ADÉLAÏDE – Sandra MOLIA – Mévice VÉRITÉ – M. Jimmy DAMO – Mme Nina PAULON – M. Stéphane URIE – Mme Marguerite MURAT – MM. David LUTIN – Julien DINO – Mmes Maguy BORDELAIS – Jocelyne VIROLAN.

**ETAIENT ABSENTS** : MM. Teddy BARBIN – Marcellin ZAMI – Josy LAQUITAINE (excusé ; pouvoir donné à M. Cédric CORNET) – Mme Sylvia HENRY – M. Jules FRAIR – Mme Wennie MOLIA – M. Lucas ALBERI (excusé ; pouvoir donné à M. Guy BACLET) – Mmes Nadia CELINI – Yane BEZIAT – MM. Jean-Claude CHRISTOPHE (excusé ; pouvoir donné à M. Julien DINO) – Patrice PIERRE-JUSTIN – Mme Ghylaine JEANNE.

.....  
**Date d'envoi de la convocation** : 5 avril 2023

**Date d'affichage** : 5 avril 2023

**Nombre de Conseillers municipaux en exercice** : 35

**Nombre de Conseillers présents** : 23

**Absents** : 12

**Procurations** : 3

**Appelés à voter** : 26

**Président de séance** : Monsieur Cédric CORNET

**Secrétaire de séance désignée à l'unanimité** : Madame France-Enna URBINO  
.....

**MISE EN OEUVRE DE LA  
PROTECTION FONCTIONNELLE  
POUR MADAME NATHALIE  
SILVESTRE**

**CM-2023-2S-DRH-19**

**Vu le code général de la fonction publique article L.134-1 à L.134-12 ;**

**Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 11 ;**

**Vu la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits des fonctionnaires ;**

**Vu le décret n° 2017-97 du 26 janvier 2017 relatif aux conditions et aux limites de la prise en charge des frais exposés dans le cadre d'instances civiles ou pénales par l'agent public ou ses ayants droits ;**

**Vu la demande de protection fonctionnelle de l'agent formulée par courrier en date du 23 décembre 2022 ;**

**Vu l'avis favorable du maire concernant la demande de protection fonctionnelle de Madame SILVESTRE ;**

**Considérant que la collectivité publique est tenue de protéger ses agents qui, dans l'exercice de leurs fonctions ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, ont été victimes des éléments suivants :**

- les menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages, dont ils peuvent être victimes à l'occasion de leurs fonctions, et de réparer le préjudice susceptible d'en être résulté ;
- les condamnations civiles ou pénales dont ils peuvent faire l'objet en cas de faute de service.

**Considérant que cette protection consiste à prendre en charge les frais d'avocat de l'agent et permettre la réparation de ses préjudices matériels, corporels, financiers ou moraux ;**

**Considérant que l'administration doit prévenir les attaques contre ses agents et leur apporter son soutien. Lorsqu'elle a connaissance d'attaques imminentes ou en cours à l'égard d'un agent, elle doit mettre en œuvre les moyens nécessaires pour les éviter ou les faire cesser ;**

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,**

**A l'unanimité des voix exprimées par : 26 voix pour**

### **DÉCIDE**

**Article 1 :** D'accorder la protection fonctionnelle à madame Nathalie SILVESTRE, directrice de la Communication de la Ville du Gosier dans le cadre de l'affaire ci-dessus évoquée.

**Article 2 :** D'autoriser la prise en charge par la Ville, de l'ensemble des frais de procédure occasionnés, par l'action pénale et par l'action civile et notamment les honoraires d'avocat, frais d'expertise judiciaire et tous les autres frais de procédure inhérents à la protection fonctionnelle dans la limite maximale de 3000€ HT.

**Article 2 :** D'autoriser le maire à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de cette protection.

**Article 3 :** D'imputer la dépense au budget communal (chapitre 011 – article 6227).

**Article 4 :** De donner tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Acte rendu exécutoire après  
envoi en Préfecture le  
**11 4 AVR. 2023**  
Et publication ou notification  
le  
**17 AVR. 2023**

Fait et délibéré à Gosier, le 11 avril 2023

Pour extrait certifié conforme



Le Maire

Cédric CORNET -

La secrétaire de séance

- France-Enna URBINO -

f urbino